

# GRAND DEBAT NATIONAL - MARDI 12 FEVRIER 2019

---

## Thématique 1 : Fiscalité et dépenses publiques

### INTRODUCTION

---

Monsieur le Maire explique pourquoi ce débat a été programmé et précise que toutes les thématiques pourront être évoquées librement.

L'existence de ce débat est due à la crise sans précédent des gilets jaunes sous la Vème République qui impose la tenue d'échanges démocratiques.

Toujours dans un souci de transparence, il explique que des élus de la ville sont présents, mais afin d'éviter que ce rendez-vous se transforme en joute entre les élus ayant des sensibilités différentes et les citoyens, il a été demandé au Conseil des Sages, d'animer ce débat, et en profite pour remercier ses membres, notamment le Président et les Vice-Présidents.

Il informe l'assemblée qu'un référent élu a été désigné, en la personne de Monsieur H., que la Charte du Grand Débat a été signée par tous les animateurs encadrant ainsi, la liberté d'expression de chacun. Le compte rendu sera retransmis aux différentes autorités de l'Etat ainsi qu'aux autorités locales.

Monsieur le Maire passe la parole au Président du Conseil des Sages.

#### *Président du Conseil des Sages*

Je suis le Président du Conseil des Sages et mon comité a été désigné pour encadrer ce Grand Débat Public dans la neutralité politique que l'exercice nous impose. Après ces quelques mots d'introduction, je fais procéder à la lecture de la Charte.

Je vous remercie d'avoir répondu à cette invitation. Lors de cette première séance, nous allons aborder le premier thème. Dans la mesure du possible, si vous n'avez pas l'occasion de venir aux autres séances, vous pouvez aborder d'autres thèmes ou exprimer, par écrit ce que vous avez à dire, et glisser votre papier dans l'une, de manière anonyme ou pas.

On est parti sur le principe d'une durée de 2 heures. On donnera 4 à 5 minutes par personne, pour que tous ceux qui veulent s'exprimer puissent le faire. On ne coupe pas la parole à ceux qui parlent. Tous les propos seront transmis aux personnels de l'Etat.

Monsieur O. se présente et informe l'assemblée qu'il est Vice-Président du Conseil des Sages. Animateur de la commission urbanisme au sein du Conseil des Sages, Monsieur J. a également en charge la commission communication. Madame O. se présente à son tour.

#### *MONSIEUR S.*

La situation est telle qu'elle a amené le chef de l'Etat à organiser un grand débat. Un registre a été mis en place en mairie de Florange pour inscrire ses remarques.

## ***MONSIEUR F.***

Je suis retraité florangeois et comme tous les retraités, j'ai eu droit à des hausses de retraite considérables. Au bout de 20 ans, j'ai été licencié de la sidérurgie. Régulièrement la CRAV nous verse notre retraite, mais aucun document d'information.

En un an, j'ai eu la surprise d'avoir une augmentation de 12,25 €, et avec ça on a ponctionné la CSG. Le pouvoir d'achat n'a pas augmenté. Tout le monde paie la CSG, je ne vois pas pourquoi les retraités seraient massacrés par cette CSG. Je suis prêt à donner aux personnes vraiment dans le besoin. Par contre, supprimer l'ISF est inacceptable. C'est eux qui nous font vivre et qui nous donnent le travail, mais doivent aussi participer à la vie du pays.

Le coût de la vie a augmenté de 1,7 % alors que le pouvoir d'achat – 0,3 %.

L'Etat paie les hauts fonctionnaires (députés, sénateurs) certains sont bien lotis. Dont un conseiller général, également embauché à l'Elysée. Rémunération de 7 000 € par l'Etat. Beaucoup de corps de métiers payés par l'Etat sont délaissés.

## ***MONSIEUR M.***

Veux rebondir sur le propos de M. F. Je ne fais pas de politique, mais veux apporter un maximum d'information. Sur le pouvoir d'achat, les chiffres de l'OCDE indiquent que de 2008 à 2016 le pouvoir d'achat a baissé de 450 €, et des gens, aujourd'hui, souffrent dans ce pays. Concernant les parlementaires dans leur ensemble, un grand nombre de Français sont en colère contre eux. Le fait est qu'il y a une trop grande différence entre le peuple, le citoyen et l'élite. On trouve cela lamentable. D'une part, il faut savoir qu'il y a pratiquement 400 métiers dans lesquels il faut avoir un casier B2 vierge pour exercer. Mystérieusement, le casier B2 n'est pas demandé vierge pour tous les élus.

Sans parler du cumul des mandats, les différentes rémunérations qu'ils ont, notamment les IRFM, vont de 4 000 à 8 000 €. Comment un citoyen français peut accepter de travailler 35 heures à 1 200 € et voir un élu censé le représenter gagner de telles sommes sur lesquelles il n'est pas imposé. C'est très bien que le gouvernement ait fait ce style de débat.

Les jeunes aussi sont concernés, et les anciens ont tous l'impression d'avoir travaillé pour se serrer de plus en plus la ceinture. Est-ce qu'il a eu la participation de certains citoyens ? Si ce n'est que les élites qui ont fait les questions, je trouve cela dommage. Qu'est-ce qu'il va advenir de tout ce que l'on dit aujourd'hui. Pour moi c'est une mascarade.

## ***MONSIEUR MO.***

Ce n'est pas normal, que la salle soit aux trois quarts vides. On parle d'un débat national, on est en période de crise, la jeunesse n'est pas représentée. Personne n'est intéressé. La seule thématique qui va être levée et celle des retraites. Le réel problème c'est le pouvoir d'achat. Le 15 on est à sec. Aucun ouvrier à l'Assemblée Nationale. La force vive ce sont les travailleurs. Quand le capital travail n'est pas représenté en haut, on voit les problèmes que cela entraîne.

### ***MADAME M.***

A quoi sert cette mascarade, vu que par rapport au grand débat, le Président a déclaré qu'il ne changerait rien. Pourquoi supprimer l'ISF, alors que les petits vieux et les classes moyennes doivent payer en plus pour eux. Il y a aussi les retraites. Des femmes qui ont cessé de travailler pour élever les enfants et ces femmes n'ont pas droit à la retraite. Souvent seules ; et rien pour vivre, alors qu'elles ont travaillé pour la France en élevant leurs enfants.

En ce qui concerne la fiscalité, pourquoi les personnes âgées doivent encore payer des impôts. Pourquoi les personnes handicapées qui ont à peine de quoi manger doivent encore payer. Les personnes qui ont vraiment de très petites bourses devraient être exonérées. Ils devraient bénéficier d'une mutuelle. Est-ce que l'Etat va nous entendre. Mais le Président n'a pas envie de changer.

### ***MADAME Ma.***

Veut préciser que ce sont les citoyens qui paient les fonctionnaires. On pourrait faire des économies en payant soit les pensions, soit les salaires, soit les indemnités des élus. Les taxes foncières ce sont les maires. Tous les maires de France devraient dire que ça va mal, on va arrêter de demander des subventions inutiles. Si on payait moins ces personnes, peut être que cet argent pourrait aller pour les jeunes.

A la place de faire du sport, pourquoi on n'apprend pas des métiers aux jeunes. Pourquoi on fait de choses inutiles comme le grand magasin à Serémange.

L'autoroute, on va payer. Elle va être chère. On va payer deux fois, parce qu'après ce sera un autre débat.

### ***MONSIEUR F.***

Je suis bénévole et je veux revenir aux gens qui touchent l'AAH. Ils ne paient rien à côté. Je l'ai depuis dix ans. Ce n'est pas avec 860 € qu'on arrive à vivre. Mais ce qu'on devrait augmenter, c'est le SMIC. Même seuls, ils n'arrivent pas jusqu'à la fin du mois. Maintenant, il y a la nourriture qui a augmenté. Les 100 € en plus, on est en train de les payer derrière. Ils nous donnent d'un côté et nous le prennent de l'autre. Faut trouver des emplois pour les jeunes, des apprentissages. Faut que les gens puissent avoir un travail décent et être payés décemment.

### ***MONSIEUR P.***

Je suis cheminot et ne paye pas d'impôt. Alors que les élus voyagent en 1<sup>ère</sup> classe, moi je ne profite pas du système. Le gouvernement possède 120 voitures de fonctions. C'est nous qui payons la facture. Les Allemands n'en possèdent que 40. Toutes ces choses sont anormales. Vous avez 3 millions de personnes dans la misère noire.

### ***MONSIEUR GJ***

Le peuple manque d'argent et les gilets jaunes ont commencé pour défendre les travailleurs pauvres. Ceux qui paient des impôts savent qu'ils paient pour des personnes en difficulté qui ne peuvent pas travailler. Ce qui me choque c'est la fiscalité des riches, la fraude fiscale. S'il n'y avait pas

80 milliards à 100 milliards par ans. Si cet argent était récupéré, il n'y aurait pas de problème. L'optimisation fiscale est pire. C'est une sorte de fraude légale. Les gens très riches, à cause de l'Europe, cet argent manque au peuple.

Si l'on payait des fonctionnaires pour récupérer l'argent de la fraude, ça pourrait régler tous les autres problèmes.

### ***MADAME Ma.***

A partir de maintenant, il faudrait que toutes les indemnités soient imposées à partir d'un certain montant.

### ***MONSIEUR M.***

Il faut savoir que l'évasion fiscale d'après les chiffres, c'est entre 80 et 100 milliards d'euros. Bercy a donné l'ordre de réduire tous les inspecteurs concernant l'évasion des grands patrons. Ces enquêteurs ne vont pas aller chercher là où il y a de l'argent. Par contre, l'Etat a mis plus d'inspecteurs à la CAF pour ce que l'on appelle l'évasion sociale. Souvent les gens à la CAF sont des gens qui ont besoin. En 2017, on a récupéré 248 millions. Alors que les grands patrons on les laisse faire.

### ***MONSIEUR F.***

Fils d'un immigré italien. Pas un jour où je ne sens pas béni d'être Français. Il doit y avoir 8,5 milliards de gens sur terre qui nous envie. On vit dans un pays où la redistribution est la plus importante des pays développés. Il y a quand même des économies à faire au niveau des impôts. Depuis que je suis ici, si on tient compte de toutes les remarques, cela va se traduire par des augmentations d'impôts.

### ***MONSIEUR T.***

Très bonne décision de confier l'animation des débats au Conseil des Sages. Certes, je suis élu local, mais je suis aussi citoyen et je souhaite m'exprimer à titre personnel. Beaucoup de choses ont été dites. C'est grâce à ce mouvement que des mesures ont été prises pour le pouvoir d'achat pour les plus modestes. Sans ce mouvement, cela n'aurait pas eu lieu.

Ce grand débat est une bonne chose, ce qui est regrettable est que le président a dit clairement qu'il ne changerait pas ses orientations. S'il s'agit de profiter du grand débat pour faire passer un référendum, c'est dommage.

Sur la fiscalité, deux choses essentielles. On entend du tréfonds du pays, exigences de justice fiscale. L'impôt de solidarité sur la fortune, il y a 21 parlementaires de la majorité qui ont proposé d'investir dans les économies productives, c'est normal que ces gens paient. Mais le problème est qu'il n'y a pas eu de ciblage de ces mesures pour la création d'emploi dans les PME.

Le consentement à l'impôt est essentiel pour le pacte républicain. Ce sera assez partagé par les collègues. Tout le monde va dire que c'est très bien de supprimer la taxe d'habitation. Il aurait fallu refondre profondément la fiscalité locale, mais conserver cette fiscalité pour permettre aux communes de disposer de moyens d'actions. Là, il y aurait une soi disante compensation, mais cela

va baisser. L'autonomie fiscale de la commune va s'atténuer. C'est pour pousser les communes à se regrouper dans des structures plus larges.

Sur les dépenses publiques : la question du Président est de savoir quel service public on va supprimer. Mais on voit bien au niveau des moyens donnés aux services publics, qu'ils ne sont pas suffisants. Des économies on peut en faire, mais ni à la hauteur de l'évasion et de la fraude fiscale, ni à la hauteur de la dette publique. On a le sentiment d'une France périphérique qui se sent de plus en plus abandonnée. Ce grand débat est l'occasion de dire qu'on veut défendre les services publics.

Le pays est à la croisée des chemins. Ce ne sont pas le président et le gouvernement qui sont coupables, mais en même temps, il y a eu une attitude, ceux qui nous gouvernent ne sont plus à l'écoute et surtout des paroles blessantes ont sans doute alimentées la colère.

### ***MONSIEUR B.***

Je voudrais répondre aux questions sur le coût d'un député. Celui-ci ne gagne pas 30 000 €. IRFM est de 5 000 € pour sa mission. Il justifie chaque dépense (contrôle de la déontologie) depuis 2017. Lorsque l'on parle des élus, quand on émet un doute sur l' élu qui fraude, il faut penser à tous ces élus municipaux qui font cela bénévolement.

On ne peut pas demander moins de taxes et plus de services publics. Le député a la gratuité des transports juste sur le trajet circonscription – Paris.

### ***MONSIEUR P.***

Un député quand il décède on paie son enterrement.

### ***MONSIEUR B.***

Lorsque le décès survient dans l'exercice de son mandat, c'est l'Assemblée Nationale qui paie. Sinon c'est sa famille.

### ***MONSIEUR J.***

L'objectif est de faire remonter des propositions. Je ne porte aucun jugement. Je regrette qu'il n'y ait pas plus de jeunes. Je regrette que les personnes qui sont là ne s'expriment pas plus. Essayons de nous recentrer.

### ***MONSIEUR Mo.***

Il faut augmenter le SMIC, abaisser la TVA sur les produits de première nécessité. Augmenter les barèmes des impôts. Se poser la question de pourquoi les gens n'y arrivent pas. Abaisser les charges patronales pour être attractifs pour les entreprises étrangères.

### ***MADAME M.***

Si les gilets jaunes n'étaient pas intervenus, nous ne serions pas en débat national. Maintenant il faut pouvoir s'exprimer, dire de quoi le peuple souffre. Les propositions peuvent être nombreuses. Propose que l'on remette l'ISF, car les personnes âgées et les plus fragiles n'ont pas à payer pour les

plus riches. Que l'Etat aide les personnes qui sont au plus bas. Faut que l'Etat aille chercher l'agent où il se trouve, c'est-à-dire chez les riches.

### ***MONSIEUR S.***

Je suis surpris, on est aussi nombreux qu'à YUTZ.

### ***MONSIEUR Mo.***

Faut se poser la question, de pourquoi les gens ne viennent plus. Il y a un dégoût. C'est grave.

### ***MADAME GJ***

Voudrait parler des amendes. Sous prétexte de faire de la sécurité routière, donc de faire beaucoup d'argent, elle propose que les amendes soient tarifées en fonction du revenu des gens.

### ***MONSIEUR T.***

J'habite Fameck, les gilets jaunes n'en voulaient pas de ce débat. C'est pour cela qu'il y a peu de monde. Ce soir, il y a un thème, il y en a qui s'en foutent de ça. Il y en a marre qu'on nous impose les choses. Je voudrais un débat sans thème.

### ***MONSIEUR J.***

Il conseille à Monsieur T. de venir à la 4<sup>ème</sup> réunion.

### ***MONSIEUR S.***

Je suis étudiant à Science Po Paris. Je suis venu en observateur et donner mon avis. Par rapport à l'organisation du débat, déjà difficile de faire sortir quelque chose de constructif sur un débat cadré.

Dernière chose qui a été dite sur la perte de confiance dans les élus qui est liée à l'histoire de notre pays. Moi je veux proposer des choses, mais est-ce que c'est notre rôle à nous et est ce qu'on est écouté ?

Souhaite aborder le sujet de la pédagogie. Problème de compréhension, de pédagogie sur un sujet complexe. Dans les parcours éducatifs, il faudrait intégrer l'initiation à la vie publique, il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas fait d'étude et qui ne comprennent pas la fiscalité.

### ***MONSIEUR H.***

La commande passée est de répondre à des questions, d'une manière plus ou moins construite (il cite toutes les questions).

Il faut que l'on puisse remonter des propositions. On a tous notre point de vue sur les impôts, l'ISF. Revenons à la commande initiale. Qu'est-ce que l'on fait pour ajuster notre fiscalité ?

### ***MONSIEUR B.***

Je veux parler des classes moyennes et des retraités. Par rapport au nombre de personnes, il est nécessaire de beaucoup s'interroger. L'information n'est pas passée. Proposition que je fais. 44 % des

Français sont imposés sur le revenu, et nous nous n'avons droit à rien car c'est en fonction du revenu. J'ai trois enfants, pas de prime de scolarité, pour l'achat d'une nouvelle voiture, non plus. Faut qu'on arrête de taxer la classe moyenne, la taxe foncière a doublé.

On parle de transition écologique, si on possède un véhicule électrique, il n'existe aucune borne à Florange. Faudrait qu'on augmente le parc.

### **MADAME B.**

Je suis assez d'accord avec le fait que la classe moyenne est un peu oubliée, moi je crois qu'elle est en train de disparaître. Quand on parle de service public, lequel doit-il ne plus être financé ? La police ? L'école ? On va uniquement vers l'école privée ou seuls les gens qui ont de l'argent peuvent aller. Cette question est vraiment nous prendre pour des imbéciles. Bien sûr la fonction publique c'est un gros budget.

Dans certains services, il y a peut être trop de fonctionnaires, mais ce n'est pas là que l'on doit aller chercher l'argent.

### **MONSIEUR X.**

Je peux répondre à une question, les attentes sont connues. Les gens s'en moquent de venir. On n'est pas là pour trouver des solutions, on est là pour faire remonter des solutions. Moi je ne suis pas au SMIC 1 700 €, ce n'est pas un luxe. Le SMIC c'est de la merde, avec le SMIC on est dans la misère. Faut que ça change.

Monsieur MACRON, a été méprisant envers son peuple. Les jeunes sont dégoutés, faut tout changer et recommencer à zéro. Je pense que le mouvement va s'essouffler, faut supprimer tous les privilèges pour les élus, et ils se moquent du prix du gasoil.

### **MONSIEUR M.**

Je vais faire court, car je veux faire une synthèse. Madame B. a très bien parlé. Si on prend la question n° 6, dans quel domaine faut-il faire des économies, on s'en fout, ce n'est pas dans les services publics qu'on veut faire des économies. Ce débat est complètement fermé, les questions pour la plupart, sont fermées et dirigées.

Pas du tout d'accord avec Monsieur B., l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, pour une famille monoparentale avec 2 enfants, faut un budget de 1 900 €. Un couple avec 2 enfants il faut 2 257 €, comment on fait avec un SMIC. J'ai une proposition, le plafonnement des retraites des parlementaires, Monsieur PONCELET avec le nombre de mandat avait cumulé cinq retraites.

### **MONSIEUR T.**

A propos des sénateurs, je ne sais pas à quoi ils servent, car ils ne sont pas élus par le peuple. On sait seulement combien ils coûtent. Si on doit faire des économies, c'est là. En plus, ils ont un certain âge et sont élus entre amis. Pas d'accord qu'on parle des dépenses publiques pour les hôpitaux. Ils ont fermé l'hôpital de Hayange. Quand on parle des écoles, de la police, moi j'en ai bénéficié grâce aux

gens qui ont travaillé et pas les autres. C'est comme quand on mélange les impôts avec la sécurité sociale. On n'est pas en Amérique.

***MADAME Ma.***

Les patrons pourraient augmenter les salaires, maintenant il y a plus de patrons et plus de politiciens. A l'époque, il y avait beaucoup de patrons et c'est eux qui payaient les taxes. S'il n'y a plus de patron, on fera comme dans les autres pays.

***MADAME M.***

Je fais une proposition d'organiser des référendums, que le peuple ait le droit de voter quand il y a des décisions très importantes concernant le pays.

Le Président du Conseil des Sages remercie l'assistance, sur la qualité des remarques et des propositions et informe qu'il y aura encore trois prochaines séances.